

Avis de tempête sur les Grands Lacs

AFRIQUE Une menace d'internationalisation pèse sur l'interminable crise du Burundi

- Le régime de Bujumbura s'en prend en particulier à son voisin rwandais, accusé de soutenir les rebelles.
- Kigali réplique en évoquant une « stratégie de diversion ».
- Chaque pays de la région se positionne.

Le ton monte dangereusement entre le Rwanda et le Burundi : dans une série de messages sur son compte Twitter, le président Paul Kagame a répondu sans ambages aux accusations portées jusqu'aux Nations unies par le Burundi, qui a dénoncé le soutien que Kigali apporterait aux rebelles armés. Pour Kagame, il s'agit d'une « stratégie de diversion » visant à reporter sur quelqu'un d'autre un problème interne. Il a aussi accusé son voisin burundais de ne pas commander des massacres de masse, mais des assassinats ciblés au fur et à mesure, ajoutant : « Il s'agit, si on peut dire, d'une solution finale... »

Cette réponse traduit l'exaspération des autorités et même de l'opinion rwandaises qui estiment que le pays n'a fait que

son devoir en accueillant dans des conditions décentes près de 70.000 réfugiés vivant soit dans des camps soit, pour les plus aisés, auprès de leurs proches ou dans des maisons louées à Kigali. Elle fait suite à des accusations de plus en plus précises, formulées non seulement par le Burundi qui fait pression sur le Conseil de sécurité de l'ONU pour qu'il rappelle Kigali à l'ordre, mais aussi dans un rapport publié par des experts de l'ONU et corroboré par les Etats-

Unis, selon lequel des militaires rwandais forment et arment des réfugiés burundais afin de les renvoyer dans leur pays les armes à la main.

Ces informations ont été confirmées par les services de sécurité congolais qui assurent avoir intercepté au Sud-Kivu plusieurs dizaines de ressortissants burundais dotés de fausses cartes d'électeur congolaises (tenant lieu de documents d'identité). Ces cartes auraient été imprimées au Rwanda grâce à du matériel électoral volé en 2013 par les rebelles tutsis du M23. Ces opposants burundais dotés de documents congolais leur permettant de circuler librement auraient eu l'intention de s'infiltrer au Burundi via le Sud-Kivu.

La violence du ton utilisé par le président rwandais ne vise pas

seulement à désamorcer les critiques. Elle est aussi animée par le risque de voir la crise burundaise dégénérer en conflit régional, et par la peur, jamais totalement conjurée au Rwanda, d'être à nouveau la cible d'attaques menées par les Interhamwe, ces rebelles hutus réfugiés au Congo et qui n'ont pas été complètement désarmés.

A Kigali, en effet, on constate que la crise politique ouverte au Burundi avec l'accession du président Nkurunziza à un troisième mandat a tendance à s'« ethniciser », à faire renaître un clivage Hutu/Tutsi qui, au cours des dix dernières années, s'était sérieusement estompé.

A l'heure actuelle, en effet, ce sont les « quartiers tutsis » de Bujumbura qui, après des semaines de manifestations, sont ciblés chaque jour par des assassinats, des pillages, des disparitions. Pour tenter de mobiliser les masses rurales (hutues dans leur grande majorité), le pouvoir joue sur la fibre ethnique. Il rappelle volontiers les massacres de 1972, parfois qualifiés de « génocide sélectif », au cours desquels 300.000 Hutus avaient été massacrés par les soldats tutsis tandis que des centaines de milliers de réfugiés accueillis en Tanzanie (parents et compagnons de

route du président actuel Pierre Nkurunziza) vivaient dans l'espoir de revenir au pays et d'y prendre enfin le pouvoir.

Rappelons que cette « ethnisation » de la politique burundaise passe par l'abandon des accords d'Arusha, qui, non seulement limitaient le mandat présidentiel à deux exercices, mais avaient imposé une clé de répartition numériquement injuste mais rassurante pour la minorité tutsie, qui s'était vue garantir 50 % des places dans l'armée et 40 % des postes dans les ministères.

Dramatisant volontiers la situation, Kigali assure que les Interhamwe, auteurs du génocide de 1994, sont présents aux côtés des Imbonerakure, les miliciens proches du régime - des jeunes gens issus des groupes sportifs mais qui sont aujourd'hui dotés d'armes et multiplient intimidations et violences.

Le Rwanda n'est pas le seul à s'inquiéter de la dérive du Burundi : le Congo, qui redoute l'hégémonie de Kagame et de son voisin ougandais Museveni dans la région, soutient discrètement Nkurunziza et avec lui l'Angola, le Congo-Brazzaville et surtout la Tanzanie, en première ligne sur le front humanitaire... L'internationalisation du conflit se profile à l'horizon... ■

COLETTE BRAECKMAN

DIPLOMATIE

Ban Ki-moon en démineur

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon est arrivé lundi après-midi à Bujumbura, pour sa première

visite au Burundi depuis le début de la crise politique dans ce pays en avril 2015. Ce mardi, M. Ban devrait tenter de persuader le président burundais Pierre Nkurunziza d'ouvrir avec son opposition des pourparlers de sortie de crise, actuelle-

ment au point mort. Quelques heures avant son arrivée, la capitale burundaise a été le théâtre de nouvelles attaques à la grenades, faisant au moins deux morts et une dizaine de blessés. (afp)